

Mot de Mr Hugo Van Tilborg, Chargé d'Affaires a.i de la Délégation de l'Union européenne en République Togolaise, Représentant des Partenaires Techniques et Financiers, lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion du RPCA et de la Semaine de l'Afrique, 6 Décembre 2022

Excellence Madame la Première Ministre, Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres, Commissaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, Secrétaire Exécutif du CILSS et Président honoraire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Mesdames et Messieurs les Membres du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) ;

Chers invités, chers amis, en vos titres, grades et qualités ;

Je suis très honoré de prendre la parole aujourd'hui aux noms des partenaires techniques et financiers de la région Afrique de l'Ouest et du Sahel. Votre présence, Excellence Mme la Première Ministre, dans cette belle salle de l'hôtel du 2 Février, prouve, si besoin en était, le rôle exemplaire que joue le Togo dans la solidarité africaine, la recherche de solutions et les médiations, pour aider la région à faire face aux différents défis qui la secouent, politiques, économiques, sécuritaires, mais aussi alimentaires, particulièrement préoccupants comme vous le savez.

Voici plusieurs années que nous faisons les mêmes constats : les crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes, qui étaient saisonnières (avec de temps à autre des épisodes aigus), sont en train d'évoluer vers une situation de crise à la fois prolongée et aiguë, c'est-à-dire chronique et de haute intensité. Cette année, le même paradoxe se présente : alors que la saison des pluies a été bonne, près d'une quarantaine de millions de personnes dans la région n'ont ou n'auront pas les ressources suffisantes pour couvrir leurs besoins alimentaires essentiels.

Plus que jamais, ceci démontre que les réponses à apporter doivent traiter non seulement des causes conjoncturelles de ces crises, mais aussi de leurs causes profondes. La région fait face à des crises qui se superposent, s'autoamplifient et s'autoalimentent :

- À une crise chronique liée à la pauvreté, aux conditions agro-climatiques, aux fragilités écologiques, à la pression accrue sur les ressources naturelles et les tensions qui sont liées se surajoutent plusieurs crises :
 - o la crise économique, avec l'inflation et la dépréciation de la monnaie, et la baisse du pouvoir d'achat liés, perte de pouvoir d'achat des devises locales – fragilisant davantage les moyens d'existence des plus vulnérables depuis une dizaine d'années ;

- la crise sécuritaire, exacerbée par les mouvements radicaux et les groupes armés ;
 - face à la persistance de cette insécurité, il faut citer les crises politiques, avec des coups d'État dans plusieurs pays et le recrutement d'auxiliaires des forces de sécurités et de milices privées ;
- Enfin, la guerre en Ukraine provoque une hausse additionnelle et globale des prix des produits alimentaires et des intrants agricoles, ce qui sape encore plus les capacités des personnes et des États à faire face à la situation, déjà fragilisées par les effets persistants de la pandémie de COVID-19. Je me permets de rappeler ici, compte tenu des tentatives de désinformation, que les sanctions économiques prises ne visent en rien le secteur agricole de la Russie, ni les exportations, tant celles d'engrais et autres intrants agricoles que celles de produits agricoles, même si certaines parties prenantes au conflit jouent également avec l'arme alimentaire. Cette aggravation majeure de l'insécurité alimentaire mondiale, déjà particulièrement forte dans le contexte de la pandémie de Covid-19, c'est bien l'intervention russe qui en est à l'origine, et non les sanctions prises.

Ces crises et leurs causes dépassent bien sûr le seul Sahel, et concernent donc toute la région. Elles ont notamment pour conséquences :

- l'augmentation des déplacements internes dans la région – pas moins de 7 millions – qui doivent trouver des moyens de subsistances auprès des communautés hôtes, dont la résilience a déjà été fortement érodée par les crises ;
- des difficultés voire souvent l'impossibilité pour les populations des zones à fort défi sécuritaire de cultiver et/ou de mener les activités pastorales, etc...
- des difficultés et parfois l'impossibilité de subvenir aux besoins des populations vulnérables, tant sur l'urgence que le développement, mais aussi les contraintes auxquelles doit faire face la fourniture d'une aide humanitaire ;
- le dysfonctionnement des marchés agricoles et alimentaires.

Comme l'a souligné le Président Ouattara pas plus tard qu'hier dans une tribune internationale, il s'agit également d'une question de droits humains, car elles produiront également des effets sur le long terme, du fait notamment de la dimension intergénérationnelle de la malnutrition. Par ailleurs, l'écart entre les femmes et les hommes dans la prévalence de l'insécurité alimentaire continuera de s'accroître.

Comme depuis 38 ans, les partenaires techniques et financiers que nous sommes répondeurs à l'invitation de la région dans le soutien à ses politiques et aux plans de

réponses, dans le cadre du RPCA. Après avoir énuméré les causes de la crise aigüe qui frappe la région, je ne peux malheureusement que constater que les acteurs extérieurs qui alimentent les tensions et auraient les moyens de contribuer à la réponse alimentaire et agricole ne sont pas ici présents.

Revenons donc aux questions qui nous réunissent, et avec les membres du RPCA que nous sommes qui sont là à travailler conjointement sur la résolution des problèmes.

En décembre dernier, nous avons bien reconnu que nous étions déjà plongés dans l'œil du cyclone : une crise alimentaire pire que jamais, une dégradation en voie d'accélération. Il y a 8 mois, dans le cadre de la réunion restreinte d'avril du RPCA, lors d'un évènement spécifique, les partenaires que nous sommes, ont pris des engagements tant politiques que financiers, que ce soit pour l'aide humanitaire d'urgence ou pour la mise en œuvre de solutions à plus long terme, dans une logique de nexus humanitaire-développement et paix.

Nous avons ainsi réitéré nos engagements politiques en faveur de solutions et politiques structurelles, soutenant les efforts de renforcement des capacités de résilience et de récupération des plus vulnérables face aux chocs affectant leur sécurité alimentaire et leur nutrition, dans l'espace régional interdépendant du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. En effet, comme nous le verrons cet après-midi, les engagements ont été tenus, tant en matière humanitaire que de développement, avec même la mobilisation de fonds additionnels.

Face à l'aggravation d'une crise qui est déjà sans précédent, tant par son niveau que par sa couverture géographique, nous devons tout d'abord et collectivement tout mettre en œuvre pour atteindre un niveau de réponse d'urgence qui permette de couvrir les besoins immédiats et critiques des populations en situation de crise alimentaire et nutritionnelle. Au-delà des questions de ressources et de financements, qui sont cruciales, cela passe aussi par une attention collective, pour permettre aux acteurs humanitaires d'accéder aux populations vulnérables, y compris dans les zones fragiles.

Mais également, et comme je l'ai déjà dit : nos efforts se heurtent aujourd'hui à un contexte économique, politique, sécuritaire et international fortement dégradé, qui doit nous inciter à innover et à développer de nouvelles alternatives.

En effet, la question des engrais et autres intrants qu'a fait resurgir la guerre en Ukraine oblige à déployer un nouveau paradigme de long terme. Cette question préexistante va au-delà de la crise actuelle, et impose de trouver des solutions à la nécessité d'une

intensification durable de la production locale, et plus globalement d'une meilleure durabilité et d'une plus forte résilience des systèmes alimentaires.

La promotion de pratiques agricoles durables telles que l'agroforesterie et l'agroécologie moins consommatrices de fertilisants synthétiques, basées sur les pratiques traditionnelles connues, présentent des co-bénéfices nutritionnels, environnementaux et socio-économiques. Des initiatives comme celle de la Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel, mais aussi l'utilisation renforcée et stratégique des instruments de politiques de protection sociale, économique, fiscale et monétaire sont autant de pistes pour trouver des solutions à la fois sur le court et le long-terme. Les leçons apprises de la mise en œuvre de la réserve régionale de sécurité alimentaire de la CEDEAO pour en améliorer la performance et l'ampleur constituent également des pistes à explorer, dans une logique de renforcement des instruments régionaux de solidarité face aux crises alimentaires aigües.

Je ne citerai pas ici toutes les initiatives prises pour répondre à la problématique centrale de la fertilité durable des sols, et la question liée des engrais, mais vous aurez pu constater que les plus hautes autorités, que ce soit le Président Biden, ou encore la Présidente de la Commission européenne Von der Leyen, avec le Président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, se sont personnellement engagés sur cette question. En septembre dernier, la France, avec le Sénégal, la Commission européenne, l'Union africaine et les organisations internationales et régionales compétentes, a lancé l'opération « Sauvetage des récoltes » (Save crops) sur les engrais. Cette opération vise à faciliter l'accès des pays vulnérables aux engrais, pour préserver et sécuriser les récoltes à venir. Dans le cadre du Forum de Paris pour la Paix de novembre 2022, de nouvelles actions ont été annoncées par ces partenaires, avec comme perspective à terme le développement d'un partenariat euro-africain sur les engrais. Il s'agit maintenant de les concrétiser.

Au-delà des réponses des partenaires techniques et financiers, le plus important reste bien sûr les réponses apportées par la région elle-même. Je ne reparlerai pas ici de la Charte PREGEC, de l'ECOWAP, de la réserve alimentaire régionale, mais nous réfléchirons dans les prochains jours avec la région sur les réponses concrètes à apporter – sur la manière de passer du discours à l'action, comme l'a rappelé le Président honoraire du Club.

La journée de demain, sur les « crises pastorales, sécuritaires et [la] résilience alimentaire et nutritionnelle », faisant suite à l'étude diagnostic présentée l'année dernière, est là pour prouver l'urgence d'agir face aux tendances lourdes de crises interconnectées auxquelles la région est en proie.

Je ne peux que souligner ce que le président honoraire du Club Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a déjà rappelé précédemment : même si le repli sur soi et le nationalisme sont des réflexes naturels en cas de crise, au détriment de la solidarité régionale ou internationale, l'histoire a démontré que de telles approches ne sont que contre-productives, et appartiennent à un temps révolu. Plus que jamais, nous avons besoin d'être plus innovants et créatifs, pour utiliser au mieux les ressources existantes, en mobiliser davantage, travailler en synergie et surtout en bonne coordination. Pour être efficace, la réponse aux défis alimentaires et nutritionnels qui ébranlent la région doit être rapide, solidaire, multilatérale mais également structurelle, et dans la durée.

C'est le sens des efforts faits par les partenaires, au travers d'initiatives telles que l'alliance mondiale du G7 pour la sécurité alimentaire (GAFS) et l'initiative internationale Food & Agriculture Résilience Mission (FARM). Ces initiatives sont complémentaires et se concentrent sur trois domaines d'action:

- une action de solidarité à court terme pour stimuler l'approvisionnement alimentaire mondial et garantir l'accès des pays vulnérables
- des mesures liées au commerce pour assurer le fonctionnement efficace des marchés mondiaux
- une action visant à renforcer les investissements responsables à long terme pour créer une production alimentaire durable et résiliente dans les pays vulnérables.

Je peux vous assurer au nom des partenaires que nous sommes prêts à continuer à vous accompagner pour renverser les tendances négatives actuelles. Nos travaux de cette semaine prouvent que nous sommes dans la bonne direction pour changer les paradigmes.

Je vous remercie et souhaite plein succès à vos travaux.